

Banque Atlantique réalise la meilleure progression sur le marché bancaire camerounais

P.6

Sacré N° 1 de la Presse écrite par Togo Médias Awards

Site web: www.ecoetfinances.com

Prix: 300F cfa

Journal des entrepreneurs

ECO & FINANCES



Quotidien Economique du Togo- REC N°0602/11/12/19/HAAC/0643/01/08/2022/HAAC

P.4

RÉVOLUTION AGRICOLE AU TOGO

Consolidation des terres pour un avenir florissant

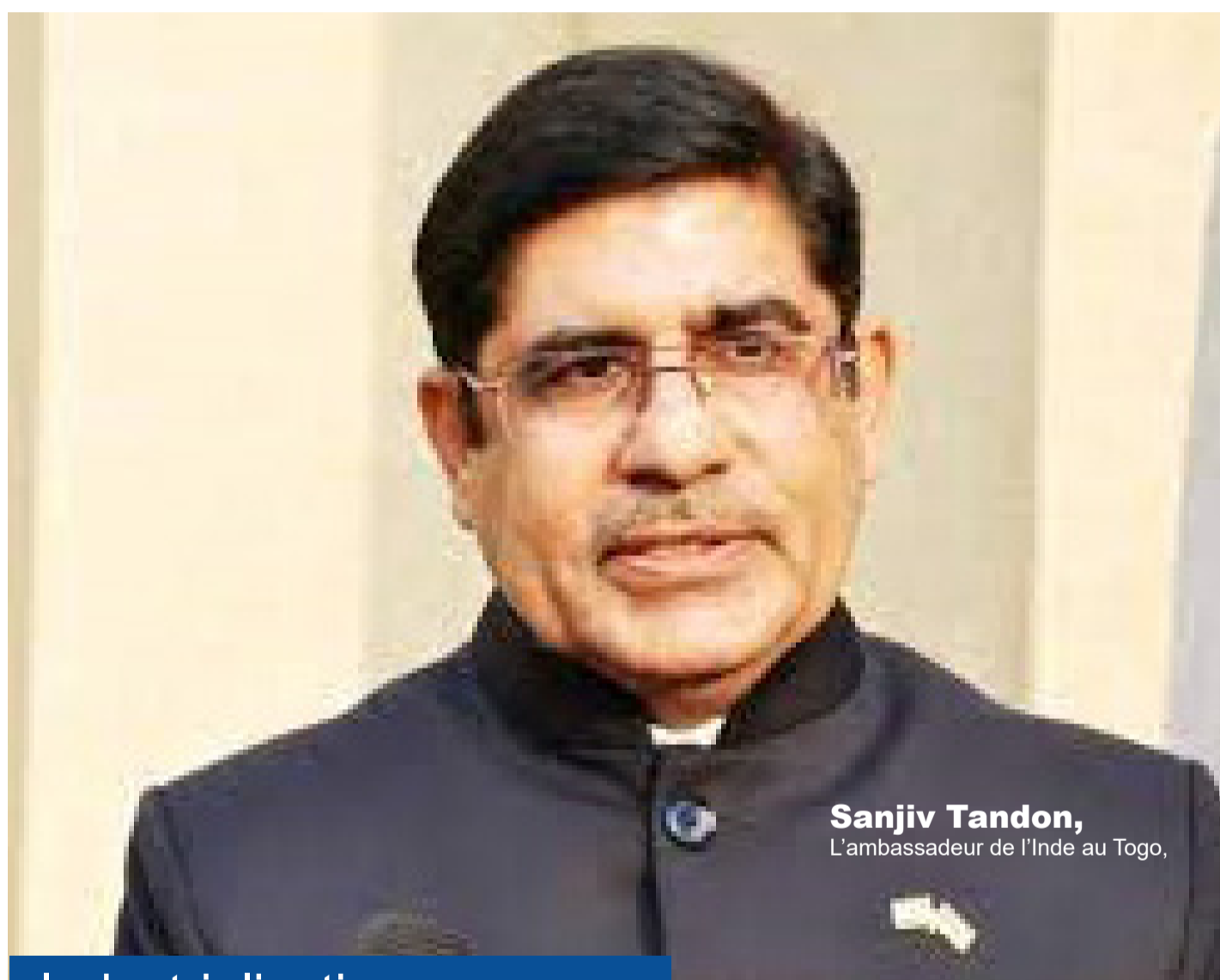


P.2

RENTRÉE SCOLAIRE 2023-2024

Le gouvernement satisfait de la disponibilité des articles et la stabilité des prix

Advertisement for Voltie water featuring a baby and a water bottle. Text: 'Pour une croissance parfaite des bas-âge' and 'Ne dites plus eau, dites Voltie'.



Sanjiv Tandon, L'ambassadeur de l'Inde au Togo,

Industrialisation

page 3

L'Inde, un partenaire de taille

Faisant parti des premiers pays qui ont ouvert des industries au quatrième trimestre de l'année 2022 au Togo, l'Inde partage un lien de partenariat chaleureux et amical avec le Togo. Les deux pays coopèrent dans plusieurs domaines notamment l'agriculture, le commerce, l'économie, l'éducation, le renforcement de capacité, l'énergie et le développement. L'ambassadeur de l'Inde au Togo...

Advertisement for land security (SECURISATION BIENS FONCIERS) with logos of OTR, AFD, and other organizations. Includes dates: 22 Mai 20, 21 Août 23.

Advertisement for road assistance (Assistance Routière) with a truck icon and contact information: 'N° Vert 80807070'.

Rentrée scolaire 2023-2024

Le gouvernement satisfait de la disponibilité des articles et la stabilité des prix

Dans l'optique de s'assurer de la disponibilité des articles scolaires et la stabilité des prix sur le marché, un rendez-vous d'échanges est tenu le jeudi 07 septembre dernier à Lomé, entre le ministre en charge du commerce et les importateurs et distributeurs des articles scolaires.

Patience SALLAH

Quelques jours de la rentrée scolaire 2023-2024, le grand souci des parents, c'est de pouvoir bien préparer la rentrée des classes pour leurs enfants. Ainsi ces derniers se bousculent pour payer les fournitures à leurs enfants.

C'est justement la période que choisissent certains revendeurs de mauvaises intentions pour augmenter le prix des articles scolaires. Pour s'assurer de la franchise des prix, une rencontre s'est tenue à Lomé entre les acteurs impliqués dans la commercialisation de ces articles.

« La rentrée scolaire arrive dans quelques jours et il faut qu'on échange pour être sûr que nos enfants auront des fournitures scolaires pour faire une bonne rentrée. Le

gouvernement note avec satisfaction que les articles scolaires sont disponibles ainsi que les prix qui sont stables comparativement à l'année passée où ils sont un peu élevés. Nous tenons à vous remercier pour vos différents efforts », a indiqué Kodjo Adedze.

les détaillants. Face à cette situation, le ministre en charge du commerce a donné des instructions pour que des contrôles soient régulièrement faits sur le terrain. « La spéculation est formelle-

merce. C'est pourquoi dès lundi, nous ferons le nécessaire sur toute l'étendue du territoire national pour nous assurer que les prix communiqués par les différents importateurs sont respectés sur le terrain. Par exemple, l'année dernière un paquet de 100 pages a été vendu à 1 500 FCFA alors que cette année c'est entre 1 200 et 1 300 FCFA en fonction de la qualité des cahiers. C'est ce qui fait que le prix d'un cahier de 100 pages varie aujourd'hui entre 100 et 150 FCFA », a laissé entendre Talime Abe, le directeur général du commerce.

Les importateurs ont salué la démarche du ministre en charge du commerce. Ils ont profité de l'occasion pour faire part au ministre Adedze d'une préoccupation au niveau de la compagnie maritime et qui pourraient retarder l'entrée de nouveaux stocks de cahiers.

Un problème qu'il a pris à bras ouvert et a promis de solutionner rapidement pour éviter des pénuries sur le marché.



gouvernement note avec satisfaction que les articles scolaires sont disponibles ainsi

La spéculation des prix est généralement constatée chez

ment interdite dans les textes qui réglementent le com-

Rentrée scolaire 2023

Un geste humanitaire du Président Faure Gnassingbé

Dans quelques semaines, les élèves du Togo embrasseront à nouveau le chemin de l'éducation pour l'année scolaire 2023-2024. Le Président du parti Unir, le militant distingué Faure Essozimna Gnassingbé, s'est engagé à soutenir les couches défavorisées de la population togolaise en offrant un don substantiel de vie et de fournitures scolaires.

La cérémonie officielle de remise a eu lieu le vendredi 08 septembre à la Maison des Jeunes et de la Femme de Tsévié, en présence de nombreux responsables du parti, notamment les

vice-présidents militants, les délégués nationaux du Mouvement des Sages Unir et du Mouvement des Jeunes Unir, le militant Secrétaire Exécutif Adjoint, les secrétaires préfectoraux du parti, les

maires, et d'autres personnalités administratives de la préfecture de Zio.

Ce don essentiel se compose de 42,5 tonnes de riz et de 300 000 kits scolaires, qui bénéficieront directement à des milliers de familles vulnérables identifiées dans les 39 préfectures du pays.

Le militant, Emmanuel Kodjo Adédzé, Vice-président Unir en charge de la région Maritime, a exprimé sa gratitude envers

le Président Faure Essozimna Gnassingbé pour son engagement envers les parents d'élèves et certaines catégories sociales de la population. Il a rappelé la vision stratégique 2025 du Président, qui vise à ne laisser personne derrière. Le don de vivre, principalement composé de riz produit localement, et de fournitures scolaires, permettra de faciliter la rentrée scolaire. Il a également salué le Président de

leur grand parti Unir pour son dévouement envers le pays.

Au nom des populations bénéficiaires, le préfet de Zio, Kodjo Kadévi Etsè, a chaleureusement remercié le donateur pour cette belle marque de sympathie envers son peuple. Ce geste du Président Faure Gnassingbé témoigne de son engagement envers la justice sociale et la promotion de l'éducation au Togo.

ECO & FINANCES

Quotidien Economique du Togo- REC N° 0602/11/12/19/HAAC/0643/01/08/2022/HAAC

Journal d'informations, d'investigations économiques, financières et boursières

Email: ecofinances.infos@gmail.com

REC N° 0643/01/08/2022/HAAC

Édité par l'Agence de Presse ECO & FINANCES

N° RCCM: TG-LFW-01-2022-B13-02054

Site web: www.ecoetfinances.com

Adresse: rue de l'énergie Agbalepedogan derriere l'ecole cour lumière

Tél: 00228 97 25 84 84 Lomé, Togo

Directeur de publication

Komlan KPATIDE
00228 90 05 05 08

Rédacteur en Chef

Bernard D. AFAWOUBO
00228 90 90 49 83

Rédacteurs

Keziah KPATIDE
Patience SALLAH
Yves ATCHANOUVI
Kodji GATOR JOE

Direction Commerciale

00228 97 25 84 84

Graphiste

Stan AZIATO
91 77 02 74

Imprimerie

ECO & FINANCES
Tirage: 3000

Industrialisation

L'Inde, un partenaire de taille

Faisant parti des premiers pays qui ont ouvert des industries au quatrième trimestre de l'année 2022 au Togo, l'Inde partage un lien de partenariat chaleureux et amical avec le Togo. Les deux pays coopèrent dans plusieurs domaines notamment l'agriculture, le commerce, l'économie, l'éducation, le renforcement de capacité, l'énergie et le développement. L'ambassadeur de l'Inde au Togo, Sanjiv Tandon, met la lumière sur quelques réalisations et apports de son pays en matière de financement, d'industrialisation au Togo. L'Inde, a, à son actif une dizaine d'industries et de sociétés installées au Togo.

Bernard AFAWOUBO

Dans l'optique d'accompagner le Togo dans son processus d'industrialisation et dans la création d'emploi, l'Inde a installé plusieurs sociétés et industries dans le pays. A en croire Ram Sanjiv Tandon, ambassadeur de l'Inde au Togo, de nouvelles industries indiennes se sont installées dans le pays de Faure Gnassingbé en 2022, témoignant ainsi la forte relation qui existe entre les deux pays. Parmi ces industries certaines sont déjà opérationnelles. Avec un ajout d'investissement de 1,5 milliards de dollars, la société Steel Cube Togo Sarl basée à Kara et spécialisée dans la production de fer à béton FE 500, a doublé sa capacité de production. Cette industrie indienne a recruté à ce jour plus de 700 employés locaux. Ramco a ouvert une nouvelle succursale et d'autres boutiques. « En ces six derniers mois,

4 industries indiennes ont vu le jour au Togo. L'opérateur indien Gravita a ouvert une industrie d'aluminium à Tsévié ; le Groupe BNS a ouvert une industrie de transformation de Soja à Togbléjopé, ouverture d'ici la fin de l'année d'une unité de production de production des produits pharmaceutiques à la Plateforme industrielle d'Adétikopé, et une quatrième qui va démarrer ses activités dans les jours à venir. J'ai visité le chantier ce matin pour constater l'état d'avancement des travaux. Et j'ai été informé que les activités vont commencer dans les 6 prochains mois » a indiqué Ram Sanjiv Tandon, ambassadeur de l'Inde au Togo. Et d'ajouter que « La compagnie dépensera environ 3 millions de dollars pour ce projet. Cette nouvelle industrie va générer en moyenne 150 à 200 emplois au Togo. Cela montre les efforts et le travail que les industries indiennes

font au Togo, en créant des emplois localement qui est une clé prioritaire pour le gouvernement togolais. Plusieurs industries participent donc au développement économique du pays ». En ce qui concerne l'énergie renouvelable, l'Inde accompagne le gouvernement togolais dans sa politique d'électrification du pays qui tient vraiment à cœur au Chef de l'Etat Faure Essozimna Gnassingbé. « Je suis heureux de vous informer que 150 villages ont été électrifiés sous le financement du gouvernement indien que nous appelons line of credit, par la banque indienne appelé Exim bank, dans les années passées. Dans les années à venir, l'électrification de certains villages du Togo va encore s'intensifier. Aujourd'hui, l'une des plus longues lignes d'électrification au Togo est Mango, Dapaong, et Mandourie, ça vient à l'accomplissement.



Le ministre de l'énergie a déjà visité le chantier pour constater l'avancement des travaux » a laissé entendre Sanjiv Tandon. En termes d'énergies renouvelables, le gouvernement indien à travers Eximbank a octroyé un financement du gouvernement à hauteur de 40 millions de dollars. Ce financement permettra d'électrifier 350 villages par le système photovoltaïque. Les compétences et les activités indiennes occupent une place importante dans le monde. L'une des priorités des industries indiennes et le transfert de compétence. « Quand je discute avec les industries indiennes je souligne cet aspect important. L'une de la priorité en matière de travail est de transmettre les compétences locales pour que les compétences locales puissent augmenter » a-t-il déclaré.

Steel cube a signé un mémorandum d'entente avec l'Université de Kara où chaque 6 mois il forme 50 étudiants de l'Université de Kara dans le secteur de logistique mécanique électricité. L'ambassadeur de l'Inde au Togo se réjouit de son séjour au Togo, et affirme avoir reçu un soutien absolu de la part du gouvernement togolais sous le leadership du Président de la République Faure Essozimna Gnassingbé. « Je suis vraiment fier du partenariat qui est en entre le Togo et l'Inde, je ferai de mon mieux pour renforcer les autres partenariats dans d'autres secteurs incluant les secteurs qui sont importants pour le Togo comme le renforcement de capacité et le renforcement économique des affaires parmi les secteurs » a martelé Sanjiv Tandon, ambassadeur de l'Inde au Togo. Soulignons qu'une dizaine d'industries et sociétés indiennes opèrent au Togo entre autres Ramco, WACEM, la compagnie alimentaire VIVI, VOLTIC, compagnie de moto TVS, BAJAJ, Steel Cube Togo Sarl, l'usine de transformation de Soja d'Adétikopé et bien d'autres.

Industrialisation

L'ONUDI va appuyer davantage le Togo

La politique de développement industriel impulsée par le gouvernement va recevoir un appui de taille. L'Organisation des Nations Unies en charge de ce secteur (ONUDI) a récemment fait part de son engagement aux autorités, en ce sens.

L'annonce a en effet été faite le mardi 05 septembre, lors d'un entretien à la Primature entre le Premier ministre, Victoire Dogbé, et Tidiane Boye, représentant de l'ONUDI. Le responsable, en séjour dans le pays, s'est enquis des réalités nationales, ainsi que des priori-

tés et attentes de l'exécutif. « Nous avons eu des échanges très fructueux, qui nous ont permis de cerner les priorités du gouvernement, ainsi que du chef de l'Etat pour l'industrie. Ces priorités ont été très claires et exprimées dans l'axe 2 de la feuille de route gouvernementale,

ainsi que dans d'autres documents. La Cheffe du gouvernement a beaucoup insisté sur un aspect qui nous paraît très important : celui de voir dans quelle mesure nous pouvons aider le pays à mettre réellement en place un écosystème qui favorise le développement du secteur industriel, ici au Togo. Cela, à commencer par la mise en place d'une politique industrielle cohérente et globale, mais aussi ciblée sur un certain nombre de secteurs de

chaînes de valeurs qui ont été identifiés et sur lesquels les politiques de soutien seront mises en œuvre, pour appuyer cette approche sectorielle », a souligné Tidiane Boye. Les discussions ont en outre porté sur l'employabilité des jeunes, le renforcement du secteur logistique ou encore la compétitivité des produits togolais à l'échelle internationale. D'ores et déjà, plusieurs mécanismes sont envisagés, afin de renforcer non

seulement la présence de l'organisation au Togo, mais aussi la collaboration avec le gouvernement, le secteur privé et les autres partenaires. En marge de la rencontre avec Victoire Dogbé, le représentant onusien a eu une séance de travail avec la ministre de la promotion de l'investissement, Rose Mivedor.

<https://www.republiquetogolaise.com/>

Révolution agricole au Togo

Consolidation des terres pour un avenir florissant

Le Togo se lance résolument dans la réalisation de son ambitieuse feuille de route gouvernementale, Togo 2025, axée sur la dynamisation de la création d'emplois à travers l'exploitation des forces de l'économie nationale. L'un des piliers essentiels de cette stratégie est la réforme de la politique foncière agricole, une initiative qui connaît un succès remarquable à ce jour.

Kodji GATOR JOE

Fin 2022, les responsables gouvernementaux ont rendu compte de l'état d'avancement des réformes entreprises, révélant des progrès significatifs. Cette réforme, étroitement liée à l'objectif national de faire de l'agriculture un véritable moteur de croissance économique et de création d'emplois, vise à consolider les terres agricoles du pays et à moderniser ce secteur vital. Le Togo s'est fixé des objectifs ambitieux, notamment la cartographie de 500 000 hectares de terres d'ici 2025, ainsi que la consolidation de 40 000 hectares de terres agricoles grâce à la création de 400 Zones d'aménagement agricoles planifiées (Zaap),



chacune couvrant 100 hectares sur la même période. À la fin de décembre 2022, les résultats sont éloquentes : 13 920 hectares de terres ont déjà été consolidés, avec 7 600 hectares en 2021 et 6 320 hectares en 2022, approchant ainsi la cible annuelle de 8 000 hectares.

Cette initiative est l'une des principales stratégies dé-

ployées au Togo pour la modernisation de l'agriculture. Elle vise à mieux comprendre les caractéristiques des terres, à développer des cultures adaptées à chaque type de sol et à faciliter la vie des producteurs locaux.

En ce qui concerne la cartographie des terres, les travaux ont débuté en 2022 et ont déjà porté leurs fruits. Pas moins

de 59 000 hectares de terres ont été cartographiés, dépassant ainsi la cible annuelle de 50 000 hectares, avec un taux de réalisation de 118%.

Les performances de cette réforme sont indéniables. Entre

De plus, les agriculteurs des Zaap ont vu leurs bénéfices augmenter en moyenne de 65% dans les filières les plus porteuses.

Une étude approfondie a également révélé que 77,5% des exploitants des Zaap ont amélioré leur autosuffisance alimentaire. De plus, l'activité agricole a généré un revenu moyen de 397 250 francs CFA pour les agriculteurs des Zaap, comparé à 291 600 francs CFA pour ceux qui ne sont pas dans ces zones, soit une augmentation de 36% des rendements et des revenus.

La réforme de la politique foncière agricole au Togo s'avère être un élément crucial pour stimuler la croissance économique et la création d'emplois. Les résultats impressionnants obtenus jusqu'à présent montrent que cette initiative est en train de transformer radicalement le secteur agricole togolais et ouvre la voie à un avenir florissant pour le pays.

2021 et 2022, 130 Zaap ont été exploitées, couvrant une superficie totale de 12 608 hectares sur le territoire togolais. En termes de productivité, les exploitants des Zaap affichent des rendements supérieurs à ceux opérant en dehors de ces zones, avec une différence moyenne de 36%.

Révolution Agritech

Les clés pour une agriculture togolaise florissante évoqués à la foire Adjafi

La 11e édition de la Foire Adjafi, dédiée aux jeunes entrepreneurs, continue d'animer le terrain du lycée d'Agoè-Nyivé. Un des événements majeurs de cet agenda fut une table ronde consacrée aux TPME/PMI, qui s'est déroulée vendredi dernier. Cette rencontre a offert aux participants l'opportunité d'explorer l'accessibilité des solutions technologiques pour le secteur agricole.

Dieudonné AMOUZOUVI

L'axe central de cette table ronde était le suivant : «Croissance des Entreprises de l'Agritech : Rôles des Organisations Professionnelles des TPME/PMI». Elle a rassemblé un éventail de responsables d'entreprises, de groupements, et d'institutions, incluant la Direction des Coopératives Agricoles, la Chambre du Commerce et de l'Industrie du Togo (CCI-Togo), le Groupement Togolais des Très Petites et Moyennes Entreprises (GTPME), le Conseil National du Patronat, la Coalition Togolaise des Organisations Paysannes (CTOP), le Conseil National

de la Jeunesse (CNJ), la Coalition Nationale pour l'Emploi des Jeunes, et des jeunes entrepreneurs. L'objectif : discuter de l'accessibilité des solutions technologiques pour le monde agricole.

Au Togo, entre 60% et 70% de la population travaille dans l'agriculture. Il existe des solutions technologiques innovantes susceptibles d'améliorer les rendements agricoles. La technologie peut apporter une valeur ajoutée significative au secteur agricole au Togo.

Cependant, un constat amer se dessine : ces solutions Agritech ne sont pas bien connues des agriculteurs, et seule une fraction minime d'entre eux en bénéficie. Ce

problème découle de l'accessibilité limitée aux solutions technologiques, combinée à la réticence des agriculteurs à les adopter.

Plusieurs facteurs expliquent cette situation, tels que la disponibilité limitée d'Internet dans les zones rurales, le coût parfois prohibitif de ces solutions Agritech, et l'analphabétisme qui touche la majorité de la population rurale. La table ronde a donné naissance à diverses propositions. L'une d'elles est de créer des solutions qui tiennent compte des besoins des agriculteurs, des solutions conçues en collaboration avec eux. Ces solutions doivent être conviviales, faciles à utiliser, et susciter l'intérêt des utilisateurs

après la formation. Les participants ont également plaidé pour une meilleure diffusion des solutions Agritech, afin de combler le fossé entre les fournisseurs de solutions et les utilisateurs.

Parmi les suggestions, la mutualisation des ressources et les partenariats privé-privé sont apparus comme des moyens de rendre ces solutions technologiques plus abordables pour l'agriculture.

Le Dr. Dona Edeh Etchri, directeur général de E-Agribusiness, a souligné l'importance de créer un écosystème qui favorise la confiance entre les fournisseurs de solutions et les bénéficiaires, les producteurs. Cette synergie d'action au sein de l'écosystème faciliterait le déploiement des solutions.

Les participants ont plaidé pour la mise en place d'un écosystème regroupant tous les acteurs du secteur agri-

cole, mettant en avant les solutions Agritech, avec pour objectif une transformation structurelle de l'agriculture. Dans cette dynamique, l'État et le ministère de l'agriculture doivent jouer un rôle de soutien en accompagnant les fournisseurs de solutions technologiques destinées à l'agriculture.

L'objectif ultime est de proposer des solutions technologiques qui ne soient pas élitistes, mais accessibles à la base, pour transformer l'agriculture togolaise. Les activités se sont poursuivies ce samedi avec un panel axé sur la facilitation de l'accès au marché de la Zone de Libre-Échange Continentale Africaine (ZLECAf) grâce à l'innovation technologique dans la transformation agroalimentaire.

Pour rappel, la foire Adjafi a pris fin ce dimanche après deux semaines d'activité.

BRVM BULLETIN OFFICIEL DE LA COTE

vendredi 8 septembre 2023

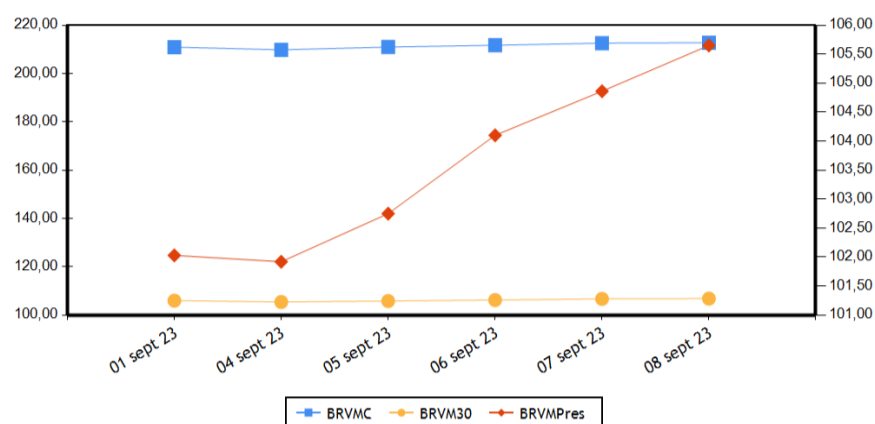
N° 171

BRVM COMPOSITE	212,75
Variation Jour	0,09 % ↑
Variation annuelle	4,69 % ↑

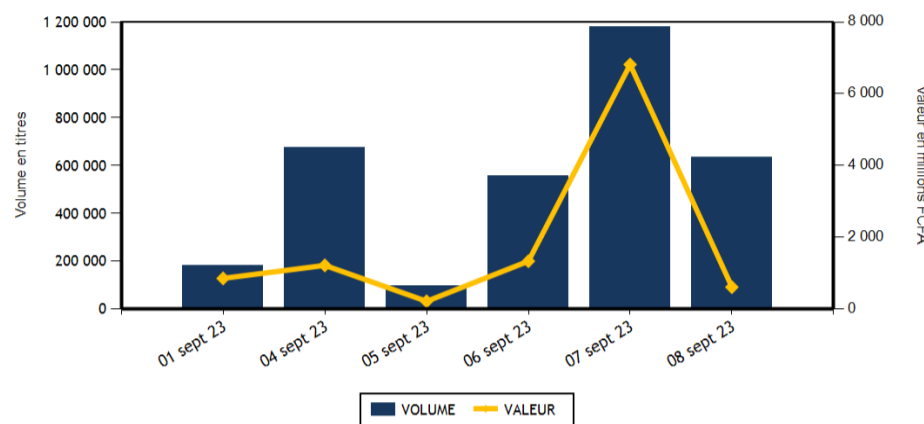
BRVM 30	106,83
Variation Jour	0,10 % ↑
Variation annuelle	6,83 % ↑

BRVM PRESTIGE	105,65
Variation Jour	0,75 % ↑
Variation annuelle	5,65 % ↑

Evolution des indices



Volumes et valeurs transigés



Actions	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)(Actions & Droits)	7 914 655 661 093	0,09 %
Volume échangé (Actions & Droits)	604 719	5,36 %
Valeur transigée (FCFA) (Actions & Droits)	317 966 662	-63,05 %
Nombre de titres transigés	41	-4,65 %
Nombre de titres en hausse	15	-6,25 %
Nombre de titres en baisse	15	7,14 %
Nombre de titres inchangés	11	-15,38 %

Obligations	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)	10 096 424 869 438	-0,10 %
Volume échangé	29 593	-95,11 %
Valeur transigée (FCFA)	292 802 700	-95,08 %
Nombre de titres transigés	4	-42,86 %
Nombre de titres en hausse	2	100,00 %
Nombre de titres en baisse	1	-50,00 %
Nombre de titres inchangés	1	-75,00 %

PLUS FORTES HAUSSES

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
BERNABE CI (BNBC)	1 910	7,30 %	-4,50 %
ECOBANK TRANS. INCORP. TG (ETIT)	19	5,56 %	0,00 %
ORAGROUP TOGO (ORGT)	2 570	4,47 %	-34,52 %
NESTLE CI (NTLC)	8 480	2,17 %	2,85 %
SETAO CI (STAC)	1 075	1,90 %	13,16 %

PLUS FORTES BAISSSES

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
BANK OF AFRICA ML (BOAM)	1 355	-3,21 %	-3,21 %
SMB CI (SMBC)	9 010	-2,96 %	32,50 %
CFAO MOTORS CI (CFAC)	925	-2,63 %	-0,54 %
SITAB CI (STBC)	6 000	-1,64 %	-12,41 %
PALM CI (PALC)	7 850	-1,07 %	-24,41 %

INDICES PAR COMPARTIMENT

Base = 100 au 02 janvier 2023	Nombre de sociétés	Valeur	Evol. Jour	Evol. annuelle	Volume	Valeur	PER moyen
BRVM-PRESTIGE	10	105,65	0,75 %	5,65 %	569 345	204 014 467	6,45
BRVM-PRINCIPAL	36	103,10	-0,04 %	3,10 %	35 374	113 952 195	13,52

INDICES SECTORIELS

Base = 100 au 14 juin 1999	Nombre de sociétés	Valeur	Evol. Jour	Evol. annuelle	Volume	Valeur	PER moyen
BRVM - INDUSTRIE	11	102,56	-0,05 %	-1,59 %	13 500	23 888 365	31,48
BRVM - SERVICES PUBLICS	5	513,08	-0,48 %	4,88 %	12 698	106 900 475	9,05
BRVM - FINANCES	15	84,61	1,08 %	12,05 %	564 166	157 309 957	6,51
BRVM - TRANSPORT	2	359,60	-0,66 %	5,24 %	413	609 590	7,97
BRVM - AGRICULTURE	5	195,58	0,02 %	-31,03 %	5 018	11 356 585	10,34
BRVM - DISTRIBUTION	7	377,85	-0,86 %	5,39 %	8 854	17 827 040	13,28
BRVM - AUTRES SECTEURS	1	1 326,42	1,90 %	13,16 %	70	74 650	-

Indicateurs	BRVM COMPOSITE
PER moyen du marché	10,38
Taux de rendement moyen du marché	8,13
Taux de rentabilité moyen du marché	9,35
Nombre de sociétés cotées	46
Nombre de lignes obligataires	126
Volume moyen annuel par séance	505 121,00
Valeur moyenne annuelle par séance	1 089 901 846,30

Indicateurs	BRVM COMPOSITE
Ratio moyen de liquidité	30,91
Ratio moyen de satisfaction	22,98
Ratio moyen de tendance	74,32
Ratio moyen de couverture	134,55
Taux de rotation moyen du marché	0,06
Prime de risque du marché	3,74
Nombre de SGI participantes	28

Définitions

Volume moyen annuel par séance = Volume annuel échangé / nombre de séances
 Valeur moyenne annuelle par séance = Valeur annuelle échangée / nombre de séances
 Ratio moyen de liquidité = Moyenne des ratios de liquidité (Titres échangés / Volume des ordres de vente)
 Ratio moyen de satisfaction = Moyenne des ratios de satisfaction (Titres échangés / Volume des ordres d'achat)
 Ratio moyen de tendance = Moyenne des ratios de tendance (Volume des ordres d'achat / Volume des ordres de vente)
 Ratio moyen de couverture = Moyenne des ratios de couverture (Volume des ordres de vente / Volume des ordres d'achat)
 Taux moyen de rotation = moyenne des taux de rotation des actions cotées (volume transigé/capital flottante)
 PER moyen du marché = moyenne des PER des actions cotées ayant un PER positif
 Taux de rendement moyen = moyenne des taux de rendement des actions cotées ayant distribué un dividende
 Taux de rentabilité moyen = moyenne des taux de rentabilité des actions cotées
 Prime de risque du marché = (1 / le PER moyen du marché) - le taux de référence actuel des emprunts d'Etat

BOURSE REGIONALE DES VALEURS MOBILIERES
 Siège Social : Abidjan - Côte d'Ivoire, 18 av. Joseph Anoma
 Adresse : 01 BP 3802 Abidjan 01
 Tel : +225 20 31 55 50 / +225 20 32 66 85
 Fax : +225 20 32 66 84
 E-mail : brvm@brvm.org Site web : www.brvm.org



Crédits à l'économie, dépôts, total bilan, résultat net

Banque Atlantique réalise la meilleure progression sur le marché bancaire camerounais

Banque Atlantique prend du volume sur le marché bancaire camerounais. La filiale locale d'Atlantic Financial Group (AFG) du milliardaire ivoirien Bernard Koné Dossongui a terminé l'exercice 2022 avec pratiquement tous les indicateurs au vert réalisant la meilleure progression du marché, selon les données compilées par EcoMatin dans le cadre du « Classement EcoMatin des banques à paraître d'ici la fin de ce mois ».



Banque Atlantique Cameroun (BACM) a poursuivi la consolidation de ses fondamentaux financiers en 2022 avec une croissance exceptionnelle de ses principaux indicateurs. Selon les données de l'établissement données compilées par EcoMatin dans le cadre du « Classement EcoMatin des banques » à paraître d'ici la fin de ce mois, la filiale bancaire de AFG au Cameroun a clôturé l'exercice avec un total bilan de 806 milliards de FCFA contre 570 milliards l'année dernière, soit un bond de 41,3% en glissement annuel. Sur la même période, seule Citibank a eu une meilleure progression avec un total de bilan qui a presque doublé pour s'établir à 372 milliards. Grâce à cette performance, BACM intègre le top 5 des plus grandes banques du

pays en termes de total bilan derrière Afriland First Bank, Société Générale, Bicec et devant SCB.

A Banque Atlantique, l'objectif assumé est de « s'affirmer comme acteur majeur du financement de l'économie camerounaise par le renforcement de notre présence sur chaque compartiment du marché (secteur public, clientèle grandes entreprises, clientèle PME et surtout auprès des particuliers) », renseigne-t-on auprès de la banque. Une stratégie qui semble porter ses fruits et qui s'est reflétée sur son activité d'allocation possible de l'épargne disponible aux agents économiques en besoins de financement. Cette fonction a été remplie de telle façon qu'à fin 2022, l'établissement bancaire affiche un encours de crédits de 322,8 mil-

liards de FCFA en hausse de 20%, se hissant ainsi dans le top 6 des banques les plus prêteuses du Cameroun à la même période. Grâce à son réseau de 23 agences, Banque Atlantique détient un encours de dépôts d'un peu plus de 650 milliards de FCFA. Au Cameroun, seuls Afriland, Société Générale et Bicec ont fait mieux. Une répartition de son portefeuille par type de clients permet de constater que BACM collecte beaucoup auprès de l'administration publique centrale (249 milliards) et des entreprises privées (141 milliards) et des particuliers (92 milliards FCFA).

Ce dynamisme lui a permis de dégager un bénéfice annuel conséquent de 17,227 milliards en hausse de 468,1% par rapport aux 3,032 milliards de 2021. C'est la plus grosse

performance réalisée sur ce segment faisant de BACM la 3e banque la plus rentable du pays derrière Société Générale et Afriland First Bank. Cette progression permet surtout de constater que malgré l'étiquette « trop risqué » souvent collée aux agents économiques camerounais, ceux-ci restent globalement solvables, permettant aux prêteurs de dégager des plus-values. Le Produit Net Bancaire (l'équivalent du chiffre d'affaires) a par contre légèrement reculé, s'établissant à 39,1 milliards FCFA contre 40,5 milliards l'an dernier.

Banque Atlantique se garde bien de donner les raisons d'une telle performance qui intervient après des remous liés à des sanctions infligées en 2021 par la COBAC mais finalement annulés par la justice. Pour soutenir son projet de

développement, la filiale camerounaise d'Atlantic Financial Group (AFG) du milliardaire ivoirien Bernard Koné Dossongui a procédé à une augmentation de son capital social le portant de 13 à 23,8 milliards de FCFA. L'opération a été approuvée par les commissaires aux comptes qui ont validé la recommandation du conseil d'administration de limiter les souscriptions du capital au montant des souscriptions effectivement libérées, soit 10,8 milliards de FCFA correspondant à 1 085 752 actions nouvelles avec annulation de la portion libérée. Cette augmentation du capital de près de 13 milliards de FCFA est un indicateur que la filiale camerounaise de l'AFG a l'ambition d'augmenter sa voilure et qu'elle veut certainement conquérir plus de parts de marché localement.

Commande publique

Le répertoire des prix de référence lancé avec des innovations

Le directeur de Cabinet du ministre d'Etat en charge de l'Economie et des Finances, Hermann Orou Takou a procédé, vendredi 8 septembre 2023, au lancement de la version V23.0 du répertoire des prix de référence et de la plateforme e-Répertoire. La cérémonie a eu lieu à la Direction générale des Impôts en présence de plusieurs cadres.

L'administration publique dispose désormais d'une nouvelle version du Répertoire des Prix de Référence (RPR) pour une bonne gestion des dépenses publiques. Instauré depuis 2007, le Répertoire des Prix de Référence est un outil important d'évaluation financière, de maîtrise des prévisions budgétaires et de leur fiabilité dans le domaine des commandes publiques et dans la gestion des ressources publiques. « Avec ce document, les prix des articles que nous utilisons couramment dans notre administration publique y sont consacrés. Ce document sert de référence à l'estimation des coûts des commandes lors de la planification et de la pro-

grammation des dépenses publiques », a déclaré le directeur de Cabinet du ministre d'Etat en charge de l'Economie et des Finances, Hermann Orou Takou. Le Répertoire des Prix de Référence, poursuit-il, est le socle du Système de Costing du Référentiel (SYCOREF), une application permettant d'évaluer financièrement les besoins des gestionnaires de crédits dans les ministères et institutions de l'Etat.

La nouvelle version V23.0 du Répertoire des Prix de Référence (RPR) a été lancée avec une innovation majeure. Il s'agit de la mise en place de la plateforme dénommée e-Répertoire. Selon le Directeur National du Contrôle Financier, Aristide Aboyi Edah Sohou,

le « e-Répertoire, c'est simplement la dématérialisation et la digitalisation du répertoire des prix de référence ». « La plateforme représente une évolution significative dans notre capacité à suivre et à contrôler les dépenses de l'administration publique. Elle nous permettra d'examiner de manière détaillée les prix des articles fréquemment achetés, d'identifier les tendances des coûts et de garantir que chaque dépense est justifiée et conforme aux normes budgétaires établies », a indiqué Aristide Aboyi Edah Sohou. A l'en croire, e-Répertoire inclut pour chaque article une fiche d'article comportant un code, une désignation, des caractéristiques ou spécifications techniques, des fonction-

nalités et de la documentation connexe (photos, fiches techniques, etc.). Les prix pourront être actualisés de façon périodique sur la plateforme. D'autres innovations ont été également apportées à la version V23.0 du RPR. Il y a entre autres l'encadrement des coûts de réalisation des sites et applications web ; l'encadrement des prix des imprimés de santé ; l'encadrement des prestations des cabinets internationaux etc.

Le RPR a été élaboré par une commission interministérielle composée de plusieurs structures et personnes ressources. Selon Hermann Orou Tako, le directeur national du contrôle financier et ses contrôleurs financiers sont chargés de faire une évaluation quotidienne de l'utilisation faite de ce répertoire. « La directrice nationale du contrôle des marchés publics sera aussi fortement mise

à contribution avec l'appui de ses délégués pour faire respecter la prise en compte de cet outil dans les plans prévisionnels annuels de passation des marchés publics avant leur validation », a ajouté le directeur de Cabinet du ministre d'Etat en charge de l'Economie et des Finances.

La directrice nationale du Contrôle des Marchés publics, Chérifatu Ali Yérima a exhorté les gestionnaires de crédits, les Directeurs de Planification, de l'Administration et des Finances ainsi que les Personnes Responsables des Marchés Publics à faire bon usage du RPR dans l'élaboration de leur document prévisionnel de gestion. La 17ème édition du Répertoire des Prix de Référence correspondant à la version initiale (V23.0) compte 8 172 articles répartis en 07 catégories (immobilisations, biens et services) et 18 familles.

Remaniement ministériel au Togo

Nouvelles têtes et nouveaux défis pour l'exécutif

Le Président de la République, Faure Essozimna Gnassingbé, a annoncé par décret, le 8 septembre 2023, une série de nominations au sein du gouvernement Victoire Tomégah-Dogbé. Ces importants voient l'entrée de plusieurs nouveaux changements ministres dans l'arène politique, tandis que d'autres transfèrent leur expertise vers de nouveaux départements.

Patience SALLAH

Parmi les nominations notables, nous avons le Général de Brigade Damehane Yark, qui assume désormais le rôle de ministre d'État en charge de l'Eau et de l'Hydraulique Villageoise. Kodjo Sévon Tépé Adedze, en tant que Ministre d'État, prend les rênes de l'Urbanisme, de l'Habitat et de la Réforme foncière.

Le Préfet Hodabalo Awate est désigné Ministre de l'Administration territoriale, de la

Décentralisation et du Développement des territoires.

Yawa Kouigan, qui occupe le poste de Ministre de la Communication, des Médias et porte-parole du Gouvernement, est une autre nomination marquante.

L'Ambassadeur Calixte Battossie Madjoulba prend en charge le ministère de la Sécurité et de la Protection civile, tandis que Kayi Mivedor se voit confier le portefeuille du Commerce, de l'Artisanat et de la Consommation locale.

Manuella Modoukpe Santos est désormais responsable de la Promotion de l'Investissement, et Jean-Marie Koffi Ewonou Tessi se consacre à l'Accès Universel aux Soins. Ce remaniement ministériel, effectué par le Président Gnassingbé, reflète sa volonté de renforcer l'efficacité et la performance du gouvernement. Chaque candidature apporte avec elle une expertise spécifique, soulignant l'importance de répondre aux besoins diversifiés de la population et aux défis actuels.

Ce changement de leadership au sein du gouvernement suscite l'espoir et les attentes des citoyens, qui espèrent que ces nouvelles nominations contribueront à stimuler le développement, à améliorer la qualité de vie et à renforcer la stabilité du pays. La nomination de Ministres d'État, tels que Damehane Yark et Kodjo Sévon Tépé Adedze, témoigne de la détermination du gouvernement à atteindre ces objectifs ambitieux.

Chaque ministre apportera sa propre vision et son expertise à son département respectif, ouvrant ainsi la voie à de nouvelles perspectives et à des initiatives novatrices. Le Ministre de la Communication, Yawa Kouigan, devrait jouer un rôle clé dans la dif-

fusion des politiques gouvernementales et dans la communication avec la presse et le public.

En fin de compte, ces nominations marquent un tournant majeur dans l'administration de la République. Le Président Essozimna Gnassingbé a clairement indiqué son engagement envers un gouvernement fort et compétent, capable de relever les défis et de saisir les opportunités qui se présentent sur la scène nationale et internationale. L'avenir du Togo est désormais entre les mains de ces nouveaux ministres, qui ont la tâche cruciale de guider le pays vers un avenir meilleur.

Réhabilitation de la route Avépozo-Aneho

Un succès salué par la ministre Kassah-Traoré

Après trois ans de travaux acharnés, la rénovation du tronçon Avépozo-Aneho de la route nationale N°2, qui relie ces deux villes, arrive à son terme. Au cours d'une inspection sur le terrain effectuée le mercredi 6 septembre 2023, la ministre des Travaux publics, Zouréhatou Kassah-Traoré, a pu constater de près l'avancement des travaux sur la première section, s'étendant de Avépozo à Togokomé.

Yves ATCHANOUVI

Le projet de réhabilitation, supervisé par l'entreprise chinoise CRBC (China Road and Bridge Corporation), a métamorphosé cette portion de la route en une autoroute à deux voies de chaque côté, s'étirant sur une distance de 10 kilomètres.

Outre la remise en état des chaussées, d'importants travaux d'assainissement ont

été entrepris, incluant la création de caniveaux, de trottoirs et l'installation d'éclairages publics. De plus, des améliorations considérables ont été apportées, notamment la construction d'une nouvelle maternité au Centre Médico-Social (CMS) de Gbodjomé, la création de nouveaux bâtiments scolaires à Baguida, ainsi que la mise en place de trois fourrages à Baguida et Dagué.

Dans ses propositions, la

ministre Zouréhatou Kassah-Traoré a déclaré : «Dans l'ensemble, en tant que maître d'ouvrage, nous pouvons affirmer notre satisfaction.»

Il est important de rappeler que ces travaux sont une composante essentielle du projet de réhabilitation de la route Lomé-Cotonou, un chantier majeur pour la région. La rénovation de la route Avépozo-Aneho n'est pas significative dans la réa-

lisation de cet ambitieux projet, qui promet d'améliorer considérablement les liaisons routières entre les villes du Togo et du Bénin.

Dans l'optique d'une route plus sûre, plus moderne et plus efficace, le ministre et son équipe ont surveillé chaque étape du processus avec une grande attention. Ils ont veillé à ce que non seulement les chaussées soient en parfait état, mais également que les infrastructures essentielles soient mises en place pour le bien-être et l'éducation des communautés locales.

Les retombées de cette réhabilitation s'étendront bien au-delà de la simple de l'infrastructure routière. Elles

contribueront à stimuler le développement socio-économique de la région, en créant des opportunités d'emploi et en facilitant le commerce et les échanges entre les deux pays voisins.

La réhabilitation de la route Avépozo-Aneho est un exemple concret de l'engagement du gouvernement envers l'amélioration des infrastructures et du bien-être de ses citoyens. La ministre Kassah-Traoré et son équipe sont «globalement satisfaits» du travail accompli jusqu'à présent, mais ils restent déterminés à continuer à œuvrer pour un avenir meilleur et plus prospère pour tous ceux qui emprunteront cette route vitale dans les années à venir.

Religion

Le Togo prend des mesures draconiennes pour mettre fin aux nuisances sonores des cultes

Le Togo s'apprête à connaître un changement significatif dans la manière dont les cultes sont célébrés. Le Directeur des Cultes, Bédiani Belei, exprime son mécontentement vis-à-vis de la situation actuelle des lieux de culte dans le pays, annonçant un revirement majeur. Dans une lettre envoyée aux présidents des fédérations religieuses ce vendredi, il énonce clairement son désir de voir la situation évoluer. Selon le Directeur des Cultes, les habitants du Togo subissent quotidiennement des perturbations sonores insupportables provoquées par les lieux de culte, que ce soit dans les quartiers, les villes ou les campagnes, à travers tout le pays.

Lebon AMSON

Des cas graves de maladies chroniques et même des décès, Les jours officiels

de culte sont le dimanche pour les confessions chrétiennes et le vendredi pour les confessions musulmanes. Les célébrations en semaine, du lundi au samedi,

sont strictement interdites, de même que les prêches des prédicateurs itinérants qui envahissent les quartiers, les rues et les carrefours, sauf s'ils obtiennent une

autorisation préalable».

En ce qui concerne les musulmans, les appels à la prière du muezzin ne sont autorisés que dans les grandes mosquées de quartier. Désormais, les veillées de prières lors des enterrements dans les lieux de culte doivent obligatoirement se terminer avant 20 heures.

Le Directeur des Cultes précise que les autorités locales, la gendarmerie et la police sont char-

gées d'intervenir, si nécessaire, pour mettre fin à toute célébration bruyante, y comprennent en confisquant les équipements de sonorisation et autres instruments de musique. Il souligne également que les dispositions du code de la santé et même du code pénal seront appliquées pour réprimer les nuisances sonores. L'application stricte de ces mesures est souhaitée, car la situation actuelle frise le chaos.

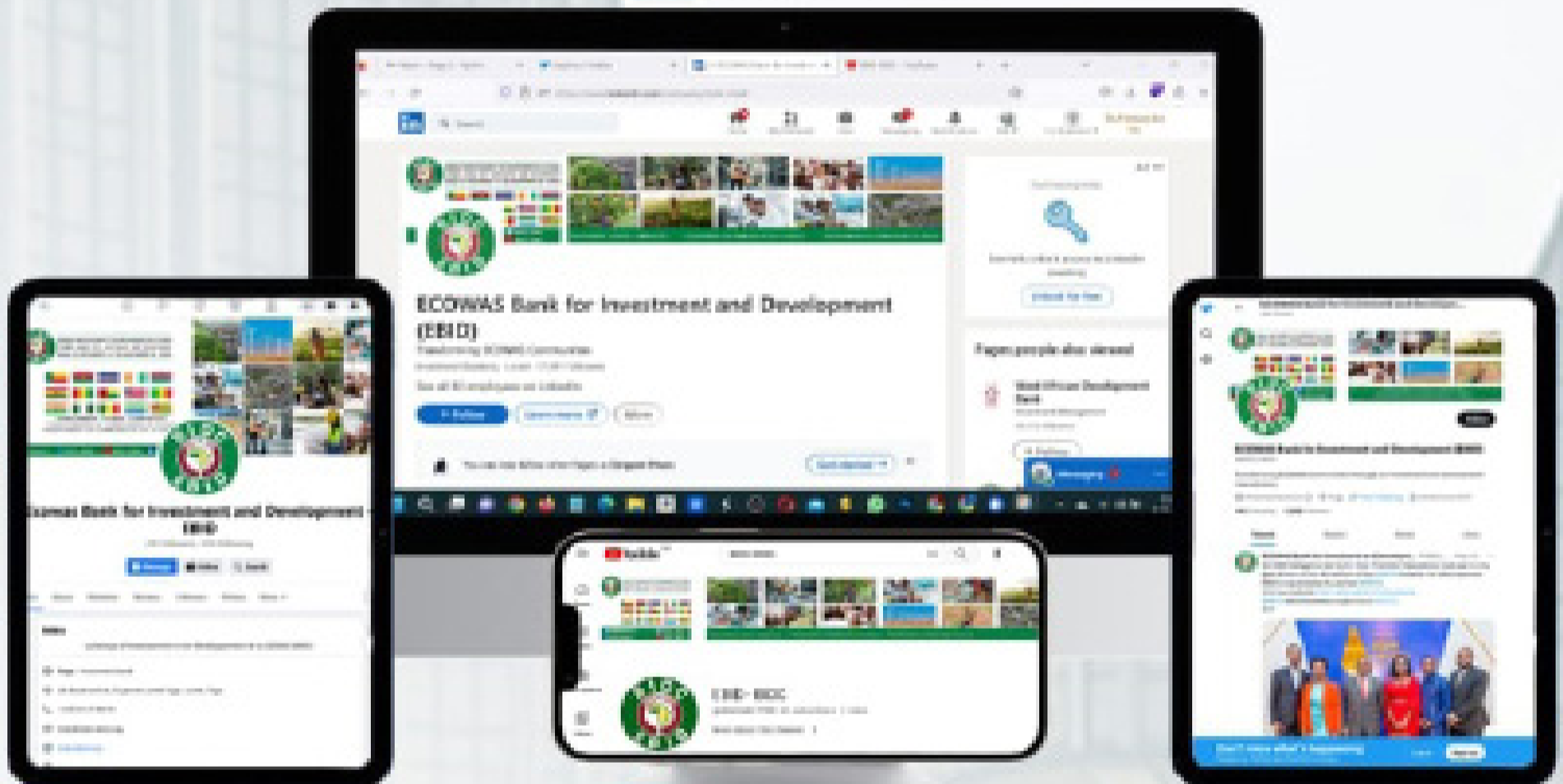



BANQUE D'INVESTISSEMENT ET DE DEVELOPPEMENT DE LA CEDEAO
ECOWAS BANK FOR INVESTMENT AND DEVELOPMENT
BANCO DE INVESTIMENTO E DE DESENVOLVIMENTO DA CEDEAO

DECOUVREZ LES COMPTES SOCIAUX OFFICIELS DE LA BIDC

Suivez-nous sur nos réseaux sociaux

 BIDC-EBID



 EBIDofficial

 BIDC_EBID

 BIDC_EBID

NOS SERVICES

DONS

LIGNES
DE
CREDIT

PRISES
DE
PARTICIPATION

APPUI AUX
PME-PMI

FINANCEMENTS
INNOVANTS ET
STRUCTURANTS

PRETS
SECTEUR
PUBLIC
&
PRIVE

TRANSFORMER LES COMMUNAUTÉS DE LA CEDEAO

 www.bidc-ebid.org